



Pas-de-Calais
Le Département

Hôtel du département
Rue Ferdinand Buisson
62018 ARRAS cedex 9

Collège Pierre Mendès France
3 rue Jules Guesde 62510 ARQUES
Aménagement des sanitaires élèves non genrés

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES – D.C.E.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP

LOT 00 : PRESCRIPTIONS GENERALES

MAITRE d'OUVRAGE :

CONSEIL DEPARTEMENTAL du PAS DE CALAIS
MDADT de l'Audomarois
Rue Claude Clabaux – BP22 - 62380 LUMBRES
☎ : 03.21.12.64.00

Utilisateurs :

Collège Pierre Mendès France
3 rue Jules Guesde – 62510 ARQUES
☎ : 03.21.38.42.08

Contrôleur technique :

APAVE Nord-Ouest
ZI de Petite Synthe – Rue du Noort Gracht - 59944 DUNKERQUE
☎ : 03.28.61.91.99

COORDONNATEUR SPS :

Artois Coordination Sécurité - ACS
163 rue Pasteur 62400 BETHUNE - ☎ 03.21.68.85.87

MAITRISE d'ŒUVRE :



12 Z.A. Les Alouettes
62223 SAINT-NICOLAS lez ARRAS
Tél. : 03.21.55.24.74
christophe.anselin@scme.fr

Ind.0 – 31/03/2026

Collège Pierre Mendès France à ARQUES
 Aménagement des sanitaires élèves non genrés
*** CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES ***

LOT 00 : PRESCRIPTIONS GENERALES

- SOMMAIRE -

1) PRESCRIPTIONS GENERALES T.C.E. :	3
1.01) Objet des travaux :	3
1.02) Normes et règlements :	3
1.03) Description de l'établissement et classement.....	3
1.04) Etendue des ouvrages :	4
1.05) Phasage :	5
1.06) Dossier technique :	5
1.07) Sécurité et protection de la santé :	5
1.08) Sécurité générale du chantier :	6
1.09) Coordination avec les autres corps d'état :	6
1.10) Limites de prestations :	7
1.11) Documentation :	8
1.12) Calendrier d'exécution :	8
1.13) Gestion des déchets :	9
1.14) Respect des ouvrages :	9
1.17) Amiante :	10
1.18) Dynamique environnementale :	10
1.19) Dossier des Ouvrages Exécutés :	11

Modifications :

Indice	Phase	Date	Repérage	Folios concernés
0	PRO	31/03/26		Emission originale
A				
B				
C				
D				
E				
F				
G				

1) PRESCRIPTIONS GENERALES T.C.E. :

1.01) Objet des travaux :

Le présent descriptif a pour objet la définition des prescriptions générales, dans le cadre des travaux de reconstruction des blocs sanitaires au collège Pierre Mendès France à ARQUES.

Liste des lots :

- Lot 01 : Déconstructions – Désamiantage – Carrelage
- Lot 02 : Menuiseries – Cloisons – Faux plafonds
- Lot 03 : Peintures
- Lot 04 : Electricité
- Lot 05 : Chauffage – Ventilation – Plomberie

1.02) Normes et règlements :

Les ouvrages seront exécutés en application des normes, règlements, spécifications, textes, etc, sauf dispositions contraires portées au présent CCTP.

Les normes spécifiques à chaque type d'ouvrage sont détaillées dans le CCTP du lot concerné. Toutefois, la liste n'est exhaustive, l'entrepreneur devra appliquer tous les textes s'appliquant à l'ouvrage concerné, même s'ils ne sont pas cités.

L'entrepreneur devra également se conformer aux avis et décisions :

- de la Commission de Sécurité,
- du Bureau de Contrôle,
- du Maître d'Ouvrage,
- du Maître d'Œuvre,
- du Coordinateur SSI

et ce, sans suppléments de prix.

L'entrepreneur consulté est censé être un homme de l'art connaissant parfaitement les normes, règlements et la mise en œuvre dans l'établissement considéré.

1.03) Description de l'établissement et classement

L'Etablissement se compose de 4 ensembles de bâtiments :

- Ensemble 1 comprenant :
 - o Au RdC :
 - Administration
 - Infirmerie
 - CDI
 - Demi-pension

Collège Pierre Mendès France à ARQUES
Aménagement des sanitaires élèves non genrés
*** CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES ***

LOT 00 : PRESCRIPTIONS GENERALES

- Vie scolaire
- Externat – 1 salle informatique + 2 classes.
- Au 1^{er} étage :
 - Externat – 1 salle informatique + 1 salle d'art plastique + 7 classes.
- Au 2nd étage :
 - Externat – 1 salle de musique + 8 classes.
- Ensemble 2 comprenant :
 - Au RdC :
 - Externat – 2 salles informatique + 2 salles de technologie + 3 salles de science.
 - Salle polyvalente.
 - Stockages.
- Ensemble 3 comprenant :
 - Au RdC :
 - Réserves.
 - Ateliers.
 - Garages.
 - Local poubelle.
- Ensemble 4 comprenant :
 - Au RdC :
 - Foyer et salle d'activité.

La partie externat est desservie par 2 cages d'escalier et un ascenseur PSH.

L'ensemble des locaux possède un vide sanitaire, accessible par des trappes.

Selon le procès-verbal de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité, l'établissement est classé en ERP de type R (enseignement) de 3^{ème} catégorie, avec activités annexes de type N (restauration).

Ce classement ne sera pas modifié par les travaux du présent projet.

1.04) Etendue des ouvrages :

Les travaux à réaliser ont pour objectif :

- L'aménagement de nouveaux sanitaires non genrés pour les élèves, à l'emplacement des sanitaires existants.

Création de sanitaires :

- Isolement et dépose des équipements électriques sur l'emprise des travaux,
- Isolement et dépose de chauffage, de ventilation et de plomberie sur l'emprise des travaux,
- Adaptation des équipements et câblages des locaux environnants,
- Déconstruction des murs et cloisons,
- Déconstruction du sol en carrelage
- Sol en carrelage avec pentes pour siphons de sol,
- Faux plafond avec ossature primaire,
- Cabines WC en panneaux stratifiés – Existant reposé + compléments
- Protections murales PVC h=1,30m,
- Peinture,
- Eclairage, commande par détection de présence + marche forcée,
- Eclairage de sécurité,
- Chauffage par radiateurs à eau chaude, sur réseaux existants

Collège Pierre Mendès France à ARQUES
Aménagement des sanitaires élèves non genrés
*** CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES ***

LOT 00 : PRESCRIPTIONS GENERALES

- Extraction mécanique par groupe en plénum et rejet en façade
- Cuvettes en faïence posées au sol, lavabos type auge + lavabo PMR,
- Réseaux d'évacuation PVC en vide sanitaire,
- Réseaux d'eau froide.

1.05) Phasage :

Les travaux sont trop importants pour être traités en totalité pendant les vacances d'été. Une partie sera réalisée en locaux occupés, il sera donc prévu différentes phases en fonction de la capacité de l'établissement à libérer les locaux :

- Phase 1 :
 - o Aménagement de la première zone de sanitaires
 - o Aménagement des lavabos en circulation.
- Phase 2 :
 - o Aménagement de la seconde zone de sanitaires

1.06) Dossier technique :

Les plans sont des plans de compréhension et non de réalisation. Les côtes exactes devront être mesurées avant toute mise en œuvre de matériaux.

Remarque concernant le DPGF :

Les marques et type mentionnés dans le présent CCTP sont les bases techniques et esthétiques minimum à respecter. L'entrepreneur pourra, s'il le désire, proposer tout matériel équivalent. Par conséquent il devra impérativement accompagner sa remise de prix d'un dossier technique complet, justifiant la totalité de ses choix.

1.07) Sécurité et protection de la santé :

L'entrepreneur devra prendre connaissance du PGC, et le signer avant toute intervention sur le site.

En cours de chantier l'ensemble du personnel de l'entreprise se conformera aux indications PGC. En aucun cas les demandes intégrées au plan de prévention en matière de Sécurité et de prévention de la Santé ne pourront faire l'objet de rémunération en plus du Marché de Base.

L'entrepreneur tiendra compte dans sa remise de prix des contraintes induites.

En fin de travaux, l'entrepreneur fournira le Dossier des Interventions Ultérieures sur les Ouvrages (DIUO) en même temps que ses DOE

1.08) Sécurité générale du chantier :

L'entrepreneur prendra toutes mesures pour interdire l'entrée de son chantier sans qu'il soit besoin d'ordres du représentant du Maître d'Ouvrage

En cas de dégâts, soustraction et détournement de matériaux ou de matériel au préjudice de l'entrepreneur, celui-ci ne pourra en aucun cas réclamer un supplément au prix convenu.

Il devra garantir les travaux des dégradations et avarie que ceux-ci pourraient éprouver pour quelque cause ce soit. Il sera tenu pour responsable de tous les dommages qui pourraient survenir.

L'accès au chantier, le stockage des matériaux et les évacuations seront déterminés lors de la première réunion de chantier en fonction des emprises et de contraintes d'activités des établissements et les services autorisés.

L'entrepreneur sera tenu de prendre toutes mesures utiles afin de garder les lieux en parfait état de propreté.

L'entrepreneur devra IMPERATIVEMENT avoir terminé ses travaux pour une date précise qui sera définie en début de chantier et avoir évacué son matériel.

En cas de réclamation des usagers, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires à la bonne marche du chantier.

De plus l'entrepreneur veillera tout particulièrement à maintenir en permanence la propreté du chantier, dans la zone d'intervention.

L'entrepreneur sera responsable de tout le matériel et outillage amené sur le chantier et prendra toutes les dispositions nécessaires contre le vol et la détérioration.

1.09) Coordination avec les autres corps d'état :

L'entrepreneur du présent lot devra coordonner ses ouvrages et ses interventions avec les autres corps d'état.

Il sera responsable de la parfaite cohésion entre ses ouvrages et ceux des autres entrepreneurs, et ne pourra en aucun cas réclamer de supplément aux prix convenus pour des ouvrages résultants d'un litige entre deux entrepreneurs.

En cas de discordance entre deux entreprises, seul le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre sont habilités à prendre une décision qui devra être acceptée par toutes les parties concernées.

1.10) Limites de prestations :

Tous les travaux doivent être parfaitement exécutés dans les meilleures conditions, conformément à toutes les règles de l'arts et suivant les plans, indications et prescriptions du représentant de la Maîtrise d'Œuvre.

L'entrepreneur prendrait en charge toutes les demandes d'autorisation de raccordements divers, de mise en place d'échafaudage, etc... si cela s'avérait nécessaire.

L'énumération des travaux faisant l'objet du présent CCTP n'est pas limitative. L'entrepreneur devra exécuter tous les travaux nécessaires au parfait achèvement de l'ensemble des prestations.

L'entrepreneur devra fournir sur demande la preuve de l'origine des matériaux par des documents authentiques. Ils devront toujours être de la meilleure qualité dans les espèces spécifiées ou commandées.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire procéder aux frais de l'entrepreneur à tous essais et analyses en laboratoire de tous les matériaux entrant dans la construction des ouvrages.

Si, pour des causes quelconques et sans autorisation, l'entrepreneur donnait aux matériaux ou aux ouvrages des natures différentes de celles prévues au projet, le représentant de la Maîtrise d'œuvre se réserve le droit des mesures et sanctions qu'il jugerait nécessaires.

Avant l'exécution des travaux l'entrepreneur devra vérifier toutes les côtes des dessins qui lui seront remis. En aucun cas il ne pourra arguer d'omissions ou d'erreurs de plans ou de devis pour ne pas exécuter intégralement tous les ouvrages nécessaires à l'achèvement normal des travaux selon les règles de l'art.

Le coût d'utilisation ou de location éventuelle des éléments repris au présent article (échafaudage, outillage spécial) est inclus aux prix unitaires de bordereau de prix et aucune facturation complémentaire ne pourra intervenir.

L'entrepreneur devra effectuer toutes les réparations de trous, anciens scellements, fissures ou autres dégradations existantes sur les surfaces à transformer.

Il en résulte des articles ci-dessus que l'entrepreneur n'ayant fait aucune remarque écrite, accepte ipso facto les termes du présent CCTP dans leur intégralité.

La mention dans le présent CCTP d'une marque de produit ou matériel, accompagnée du complément « ou équivalent », signifie une marque ou un produit de caractéristiques et finitions équivalentes et de performances identiques.

La mention dans le présent CCTP d'une marque de produit ou matériel n'interdit pas l'entreprise de proposer un produit ou matériel de marque différente. Elle oblige toutefois à proposer au choix du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre, un produit ou matériel de caractéristiques, performances, finitions et qualités équivalentes.

1.11) Documentation :

Avant toute exécution, l'entrepreneur provoquera la remise en temps utile de tous les renseignements nécessaires.

L'entrepreneur déclare connaître parfaitement l'ensemble des lois et décrets en vigueur, applicables aux ouvrages de la présente opération, publiés le jour de la signature du marché. Il s'engage en outre à les respecter.

Il sera tenu pour responsable de toutes les infractions qui pourraient être commises.

Il sera également tenu pour responsable de tous les incidents que l'exécution du projet ou le fait de ses agents ouvriers ou éventuellement sous-traitants pourraient causer aux personnes quelles qu'elles soient se trouvant sur le chantier ou à proximité ainsi que les dommages causés aux ouvrages voisins du fait de l'exécution des travaux.

L'entrepreneur du présent lot devra présenter au Maître d'Ouvrage et Maître d'œuvre les dessins d'exécution de toutes les parties d'ouvrage à construire, ou à modifier d'après le projet remis par le Maître d'Ouvrage et les soumettre à l'acceptation de ce dernier.

L'entreprise remettra au Maître d'Œuvre :

Avant tout commencement des travaux : durant la période de préparation

- Les plans d'exécution
- Les plans de réservations
- Les notes de calculs
- Les plans de cheminements des canalisations,
- Les caractéristiques des matériels,
- Le plan particulier de sécurité et de prévention de la santé,

Pendant les travaux :

- Tout document mis à jour suite à des modifications, sans limitation dans la fréquence de fourniture de plans à jour.

Avant la réception des travaux :

- Les documents des ouvrages exécutés reprenant les documents précités mis à jour, complètement côté
- Le dossier des interventions ultérieures,

Les documents seront fournis et présentés conformément aux demandes du Maître d'Ouvrage

1.12) Calendrier d'exécution :

Les délais de préparation et d'exécution sont indiqués dans les pièces administratives.

Un calendrier d'exécution sera mis au point lors de la première réunion de chantier en fonction du délai global.

Ce planning sera dressé par l'entrepreneur adjudicataire conjointement avec le Maître d'Œuvre.

Il est donc excessivement important qu'il soit respecté afin de ne pas gêner l'exploitant.

Toute dérive dans les dates d'exécution pourra être sanctionnée conformément au CCAP.

1.13) Gestion des déchets :

En préalable et avant le démarrage du chantier, chaque entreprise devra établir un plan de gestion pour l'élimination de ses déchets.

Sur la base d'un inventaire rigoureux de ses déchets, chaque entreprise précisera :

- Les modalités d'évacuation mises en œuvre,
- Les procédures de recyclage
- Les modalités de destruction, et surtout :
- La liste et des décharges et filières de récupération sollicitées.

La transmission de ce document subordonne la possibilité de démarrer les travaux par l'Entreprise et servira de base au contrôle de la gestion du chantier et du respect des engagements contractuels associés à cette opération.

Chaque entreprise éliminera ses déchets, restera responsable de ses propres déchets et devra en assumer le tri selon un plan préalablement présenté par chaque entreprise.

En cas de non-respect du tri et de procédures établies par une entreprise, le titulaire du lot 02 devra se substituer au fautif et pourra répercuter le coût financier au lot concerné.

Un constat hebdomadaire sera établi par le Maître d'Œuvre, les déchets identifiables devront être ramassés, sans délais, et évacués selon les procédures préétablies.

En cas d'impossibilité d'identifier l'émetteur, les déchets devront être évacués par une Entreprise présente sur le site et ceci aux frais et torts exclusifs des autres entreprises présentes durant la période incriminée.

Les bennes devront être refermées avec des filets pour éviter l'envol des déchets. Les abords devront être propres...

En cas de défaillance sur la gestion « inter-entreprises » des bennes, le Maître d'œuvre ne pourra que demander leur enlèvement du site, les frais seront répartis et assumés par les entreprises présentes sur le chantier dans la période précédant la constatation.

1.14) Respect des ouvrages :

L'entrepreneur veillera à conserver en état ses installations jusqu'à la réception des travaux.

Toute détérioration, salissure, etc....sera constatée par procès-verbal et les travaux de nettoyage ou/et de réfection seront à la charge du lot incriminé. En cas de litige quant à la responsabilité des dommages, les frais seront répartis entre toutes les entreprises au prorata de leur marché.

1.17) Amiante :

Les plinthes seront désamiantées avant toute intervention des autres entreprises. Toute intervention ne pourra se faire qu'après la diffusion d'un rapport attestant un niveau zéro fibre dans la zone.

Seuls les lots électricité et CVC auront à intervenir en préalable au désamiantage pour effectuer les consignations électriques et plomberie et mettre en place une alimentation force pour le désamianteur. Bien que ces consignations n'aient aucun lien direct avec les matériaux amiantés, les intervenants devront être informés de la présence de ces matériaux amiantés.

1.18) Dynamique environnementale :

L'opération doit s'inscrire dans une dynamique environnementale collective.

Les entreprises devront, dans leurs comportements et dans leurs méthodologies, intervenir avec comme première préoccupation la prise en compte des incidences environnementales liées à leur comportement, liée au contexte direct de l'opération.

Cette réflexion comportementale s'accompagnera d'un choix rigoureux des matériaux, techniques et méthodologie afin d'obtenir une démarche globale plus attentive et au final plus respectueuse de l'environnement.

Pour ce faire, Les entreprises devront :

- Rationaliser leur occupation du site :
 - Limiter les entrées/sorties de véhicules
 - Discipliner les stationnements
 - Organiser la gestion et l'élimination quotidienne de leurs propres déchets
 - Discipliner le cantonnement des ouvriers : poubelle, nettoyage des installations de chantier,
 - Contrôler les pollutions :
 - Limiter les poussières et envols de matériaux,
 - Nettoyage des abords et voiries souillées/nettoyage des véhicules en sortie de site
 - Contrôler les pollutions sonores :
 - Supprimer les musiques et sonorisations en plein air
 - Contrôler les horaires de fonctionnement des machines et outillages bruyants
- Mettre en place des procédures internes d'autocontrôle pour impliquer les ouvriers dans une démarche environnementale qualitative et performante
 - Rationalisation des débits
 - Nettoyer quotidien le chantier avec tri/recyclage et évacuation de ses propres déchets
 - Organiser ses aires d'évolution, désencombrer le chantier
 - Expliquer et faire comprendre les finalités des interventions pour chaque équipe et ainsi comprendre les implications entre les ouvrages
 - Mettre en place des procédures d'autocontrôle préalable avant exécution des tâches pour s'assurer de leur pertinence et ainsi éviter toutes destructions et reprises d'ouvrages mal réalisés, mal implantés...

Collège Pierre Mendès France à ARQUES
Aménagement des sanitaires élèves non genrés
*** CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES ***

LOT 00 : PRESCRIPTIONS GENERALES

- S'impliquer vers une recherche permanente de performance pour l'organisation générale du chantier :
 - Réajuster les installations de chantier
 - Établir des choix judicieux de matériaux : proximité des lieux de production, emballages réduits, performance, proposition de substitution, rationalisation des approvisionnements...
 - Coordination renforcée entre les corps d'états
 - Production des documents d'études en amont et en phase avec l'avancement du chantier

L'adaptation des méthodologies de travail de l'entreprise et la prise en compte des incidences financières induites devront être intégrées dès l'offre initiale de l'Entreprise.

A aucun moment l'entreprise ne pourra présenter de surcoût dans le cadre de son intervention justifié par la mise en pratique de règles énoncées dans la présente Charte.

1.19) Dossier des Ouvrages Exécutés :

L'entreprise est tenue de remettre pour le jour des opérations préalables à la réception des travaux, en 3 exemplaires papiers, et 3 **Clefs USB**, le DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

L'entreprise devra joindre dans chaque dossier :

- Les plans, coupes, détails, etc...
- Les références du matériel pour l'entretien ultérieur
- Les notices descriptives des produits et installations
- Les avis techniques des produits posés
- Les procès-verbaux du matériel attestés pour le chantier
- Les plans des ouvrages exécutés (conforme en tout point à la réalisation)
- L'entreprise portera la mention manuscrite « conforme aux produits posés et installations réalisées pour la restructuration de » sur chacun des documents, avec le tampon et la signature.